



Partie I – DISSERTATION

Le marché est-il toujours une garantie d'efficacité économique ?

Sont attendus les points essentiels suivants :

- présentation de la concurrence pure et parfaite et de ses 5 hypothèses ;
- le système ou le rôle des prix walrassien (information, incitation, élément central d'équilibrage du marché) ;
- la notion d'équilibre général (Walras, Smith, Ricardo) ou d'équilibre partiel ou d'optimum de Pareto ;
- la notion de déséquilibre ou de dysfonctionnement (Keynes...) ;
- les défaillances de marché : les externalités (Pigou), les asymétries d'information (Stiglitz, Akerlof, Spence), l'existence de biens collectifs ; remarque : le développement ne doit pas être centré sur le rôle de l'Etat sinon de manière ponctuelle ou en conclusion ;
- les situations de concurrence imparfaite qui aboutissent à une certaine efficacité : monopole naturel, marchés contestables, position dominante sans abus de position dominante ;
- les limites des marchés déréglementés (marchés financiers, marché du travail, marchés de biens et services).

Partie II : QUESTIONS

Question n°1 : La crise de 1929 : processus et conséquences

Les mécanismes de la crise doivent être précisés pour expliquer le processus en amont :

- émergence d'une bulle spéculative financière
- insuffisance de la demande aux Etats-Unis due à un partage salaires /profit inégal
- insuffisance de la demande en Angleterre liée à la politique de change (livre forte)
- hausse des taux d'intérêt.
- endettement
- vente massive de titres sur les marchés financiers
- éclatement de la bulle financière
- passage de la crise financière à la crise bancaire
- crise de liquidités

Les conséquences :

- les spéculateurs endettés ne peuvent pas rembourser leurs prêts
- panique des épargnants
- raréfaction du crédit
- crise de confiance généralisée
- défaillance de tous les agents économiques endettés
- reflux de capitaux sur le plan mondial
- contraction de l'investissement, de la consommation et de la production
- contagion au reste du monde
- début des politiques économiques keynésiennes (exemple New-Deal)
- début de la régulation sur le plan mondial



Question n°2 : Les théories du commerce international

Avantages absolus (A. Smith): chaque pays a intérêt à se spécialiser dans la production du bien dans laquelle il est le plus efficace, dont le coût de production est inférieur à celui des autres pays.

Limite : si un pays n'a aucun avantage absolu, il ne peut pas participer au commerce international.

Avantages comparatifs (D. Ricardo) : un pays a intérêt à se spécialiser dans la production du bien dans laquelle il est le moins inefficace ou au contraire dans laquelle il est le plus efficace. Tout pays a donc intérêt à participer au commerce international.

Limites :

- la répartition des gains entre pays peut être inégale
- la spécialisation génère des coûts collectifs difficiles à supporter (réallocation des facteurs de production, pertes de compétences dans certains secteurs...)
- l'origine de la spécialisation n'est pas précisée

Les dotations factorielles (E. Hecksher, B. Ohlin, P. Samuelson) ou théorème HOS : un pays a intérêt à se spécialiser dans la production du bien qui nécessite une grande quantité de facteur de production qu'il possède en abondance (capital, travail, terre). Ceci aboutit à une tendance à l'égalisation de la rémunération des facteurs de production (théorème de Stolper-Samuelson).

Ces théories, dites traditionnelles, ne permettent pas d'expliquer le commerce intra-branche.

La prise en compte de la possibilité de **rendements d'échelle croissants** est une autre source d'explication du commerce international :

- **demande représentative (Linder) :** les producteurs nationaux produisent d'abord pour leur marché national. Plus le marché intérieur est grand, plus les producteurs vont pouvoir bénéficier d'économies d'échelle. Les exportations sont un commerce de surplus par rapport à la consommation intérieure. Puisque les pays de même niveau de développement ont des demandes représentatives similaires, leurs surplus exportables porteront sur les mêmes produits.
- **la théorie du cycle de vie d'un produit (Vernon).** L'innovation est permise dans des pays à stock de capital physique et humain élevé. Le coût élevé de l'innovation est amorti car ces biens nouveaux peuvent s'écouler sur un marché intérieur suffisamment grand et solvable et grâce aux exportations.
- le CI est le fait de grands groupes en situation de **concurrence monopolistique** ou **d'oligopoles** : les échanges internationaux sont la conséquence du goût pour des **produits différenciés**, qui engendre une demande pour les variétés étrangères et des rendements d'échelle croissants pour les entreprises, qui favorise l'effet d'attractivité des marchés (Krugman, Lancaster, Dixit, Stiglitz).

Les rendements d'échelle peuvent aussi être externes Il existe des **économies d'échelle externes** lorsque l'efficacité d'une firme quelconque est influencée positivement par la taille du secteur ou du pays. Lorsque de telles économies existent, toutes les entreprises du secteur, alors qu'elles gardent la même taille, voient leurs coûts de production diminuer suite à une augmentation de la production globale. Le coût unitaire de production dépend alors de la taille du secteur, mais pas de celle de la firme spécifiquement. En présence d'externalités, l'intervention de l'Etat peut alors se justifier pour favoriser les branches produisant ces externalités :



- la **politique commerciale stratégique** (J. Brander, B. Spencer, P. Krugman) : des politiques de soutien à la recherche-développement (source d'externalités), par des subventions par exemple, peuvent favoriser des entreprises nationales au détriment des entreprises étrangères et permettre à un pays de faire émerger un avantage comparatif (exemple : Sans subvention, Airbus aurait eu beaucoup de difficultés pour se développer et concurrencer Boeing)
- la **protection des industries naissantes** (F. List) : pour une industrie naissante, les quantités produites par les entreprises sont insuffisantes pour bénéficier d'économies d'échelle qui résultent des effets d'expérience. Il peut donc être efficace de protéger temporairement une industrie naissante par un droit de douane par exemple, de façon à ce que les entreprises d'un pays bénéficient des économies d'échelle et puissent devenir compétitives faces aux entreprises étrangères.

Limites des théories interventionnistes :

- elles sont difficiles à mettre en œuvre : il est difficile de mesurer les externalités ("un dollar consacré à la R&D dans l'industrie des semi-conducteurs produira-t-il dix cents de bénéfices externes, ou dix dollars ? (P. Krugman, *la mondialisation n'est pas coupable*). il est donc difficile de déterminer quels sont les secteurs à aider.
- elles nécessitent des ressources qui auraient peut-être été mieux utilisées ailleurs ;
- risque de représailles des autres pays qui peuvent à leur tour mener des politiques interventionnistes